

# La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

24 janvier 2020

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

## Le capitalisme, c'est l'insécurité sociale

La FGTB organise ce mardi 28 janvier une manifestation nationale pour défendre la Sécurité sociale.

La Sécurité sociale, on le sait, paie les pensions, les soins de santé, les accidents du travail, les allocations familiales et les allocations de chômage. Elle est financée à 75% par les salaires des travailleurs, sous la forme de charges sociales retenues à la source. Les 25% restants viennent des impôts, des taxes sur le tabac et un peu de la TVA. Donc, d'une manière ou d'une autre, ce sont les travailleurs qui paient. Cela est également vrai pour les charges dites « patronales » puisqu'elles sont elles aussi un prélèvement sur les salaires, même si elles ne figurent pas sur les fiches de paie. La Sécurité sociale, comme tout ce qui est payé par les impôts constitue notre « salaire indirect ».

Depuis que la Sécurité sociale existe, le patronat ne cesse de réclamer des réductions des charges patronales. Cela leur permet de payer moins de salaire sans que cela ne se voie sur les fiches de salaire des travailleurs. Ils se moquent bien qu'il n'y ait ensuite plus assez d'argent dans les caisses de la sécu car, eux, ils ont les moyens de se payer des hôpitaux privés et n'ont pas besoin de pension car ils comptent bien encaisser toute leur vie le bénéfice du travail des salariés.

Mais pour le reste de la population, les coûts restent les mêmes : il faut toujours payer les pensions, les soins, les allocations. Le résultat, c'est ce déficit de la sécurité sociale qui est régulièrement agité comme un épouvantail. Rendez-vous compte : 6 milliards de déficit d'ici 2024 ! Cela paraît énorme mais ça ne fait jamais que 8% de son budget de 76 milliards et ce n'est rien devant les mille milliards d'euros de chiffre d'affaire des entreprises belges. Simplement, les partis de gouvernement sont au service de la bourgeoisie et ne veulent pas faire payer le patronat. Alors ils agitent des chiffres catastrophiques et essaient de trouver un moyen de faire payer le déficit par les travailleurs.

Ils n'ont que deux options : réduire les coûts ou augmenter la charge sur les travailleurs – ou les deux à la fois. C'est ce qu'a fait le gouvernement Michel avec le report de l'âge de la pension à 67 ans : chaque travailleur va cotiser plus longtemps et touchera sa pension moins longtemps. Le compte n'est pas bon : nous paierons plus pour toucher moins. C'est aussi ce qu'a fait

la Ministre De Block : alors que la population augmente, le budget des hôpitaux a été réduit de 200 millions d'euros. Cela se traduit par un manque dramatique de personnel dans les hôpitaux, el flicage des accidentés du travail, etc. Quant à la diminution du remboursement des antibiotiques, elle coûte 40 millions de plus par an aux malades.

Pour les pensions, on accuse le « vieillissement de la population », pour les antibiotiques on accuse les malades de surconsommer. En réalité, le problème n'est pas là, mais uniquement dans le fait que les charges patronales sont réduites sans cesse.

Récemment, la Banque nationale a publié son rapport, dans lequel elle a dû admettre que ces politiques de réduction des charges n'ont jamais créé un seul emploi : les patrons empochent les réductions et n'embauchent pas. Au contraire, ils licencient !

Contrairement à ce que les trois syndicats affirment, la sécurité sociale n'est pas un acquis des travailleurs, il n'y a jamais eu de lutte pour l'obtenir. C'est l'État qui a pris cela en charge après la deuxième guerre mondiale dans le contexte du « pacte social » négocié entre le patronat et les syndicats. A l'époque, le patronat craignait que la fin de la guerre donne lieu à des troubles sociaux. Il souhaitait donc garantir une forme de stabilité. C'est pour cela que l'État a été chargé de centraliser les assurances et mutuelles qui existaient déjà, et de généraliser le système aux travailleurs qui n'en bénéficiaient pas encore.

Il n'y eut ni lutte, ni conquête. La Sécurité sociale fut, pour la bourgeoisie, le prix à payer pour la paix sociale, c'est-à-dire pour que l'économie soit reconstruite, redémarrée, en faisant travailler la classe ouvrière au moindre coût. La Sécurité sociale était, comme les assurances sociales de l'époque, financée par des prélèvements sur les salaires, pas sur les profits.

Depuis, l'État pille petit à petit la sécu au bénéfice des patrons et ce sont les travailleurs qui en paient le bilan catastrophique. Alors, oui, il est important de lutter contre ce pillage et de défendre la Sécurité sociale car ce sont les salaires que nous défendons ainsi.

Mais pour lutter contre l'insécurité sociale que fabrique chaque jour le système capitaliste, il faudra le renverser.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

### **Marre de cette chienlit !**

Il y a déjà quelques mois que la CGSP est secouée de conflits internes. Mais les chauffeurs, les techniciens, les employés n'ont jamais été informés de ce qui se passe exactement.

La plupart des représentants syndicaux, aussi bien à la CGSP que la CSC ou la CGSLB, se préoccupent de ce que nous pensons uniquement pour les foutus bons de légitimation ou pour faire « remonter » des petits problèmes, jamais pour nous mobiliser sur des questions importantes. Et la plupart ne sont même pas choqués que nous ne soyons pas convoqués aux assemblées « générales » syndicales. Les accords avec le patron se signent sans notre avis, dans notre dos en fait.

Mais dans ces assemblées « générales », les permanents syndicaux recourent à mille et unes astuces bureaucratiques pour faire passer auprès des délégués ce qu'ils ont déjà décidé avec le patron.

À la CGSP, les permanents syndicaux en sont venus à ne même plus faire semblant de discuter avec les délégués, c'est devenu une véritable autocratie qui piétine allègrement et sans honte les statuts et les procédures.

Alors un groupe de 28 délégués de la CGSP a réagi notamment en signant une pétition envoyée aux instances supérieures du syndicat ; résultat, comme c'était prévisible, zéro ! Jamais apparemment il ne leur est venu à l'esprit de faire une pétition avec les centaines d'affiliés ...

Finalement, une quinzaine de délégués de la CGSP ont mis leur menace à exécution et sont passés avec armes et bagages à la CGSLB où les permanents se frottent les mains de cette bonne affaire puisqu'ils espèrent bien obtenir des centaines de nouveaux affiliés.

Mais ceux qui se frottent le plus les mains c'est Meuh Meuh et ses lieutenants qui voient les représentants syndicaux s'entredéchirer au lieu de les attaquer tous ensemble sur les conditions de travail et les salaires.

Car bien sûr, la CGSP sentant le vent tourner a contre-attaqué et a déposé plainte contre 6 de ces délégués au tribunal des référés de Bruxelles pour détournement de fonds et association de malfaiteurs, rien que ça !

Ce vendredi 24 janvier à 9h, devant la justice bourgeoise, les avocats payés par la CGSP vont s'empailler avec les avocats payés par la CGSLB ; c'est donc avec les cotisations des affiliés que les représentants syndicaux vont régler leurs différends sur qui a le droit d'avoir quoi !

Pendant ce temps-là, personne ne mobilise pour la manifestation de ce mardi 28 janvier où tous les travailleurs de la STIB devraient se rendre pour exiger notamment le retour de la pension à 65 ans au lieu de 67 ans !

### **Orchestrer le chemin de la misère**

La direction de la chaîne Orchestra Prémaman, spécialisé dans la puériculture et les vêtements pour bébés, a annoncé la fermeture de 34 magasins sur les 53 qu'elle possède en Belgique. Cela ferait plus de 200 travailleurs licenciés ! Pendant des années, leur travail a rapporté gros aux actionnaires d'Orchestra, permettant à ceux-ci de racheter toujours plus d'enseignes, de s'enrichir toujours plus. Aujourd'hui, confrontés à des difficultés financières, ces derniers n'hésitent pas à jeter ces salariés sur le pavé. Ce sont des patrons dont il faut se débarrasser et pas les travailleurs, ceux qui fabriquent depuis des années les produits dont les familles ont encore et toujours besoin aujourd'hui.

### **Stéphane Moreau : il paie et il est acquitté**

Le multi-récidiviste Stéphane Moreau vient d'être acquitté dans une affaire de fraude à la société de logements de la commune d'Ans dont il était le bourgmestre. Pour les riches, la justice a créé la « transaction pénale » qui permet d'acheter un acquittement en échange du paiement d'une amende. Stéphane Moreau, qui ne manque pas d'argent détourné, peut ainsi échapper à une énième procédure judiciaire. La transaction pénale est fondamentalement injuste car les pauvres, eux, n'ont aucune possibilité d'échapper à la justice.

### **Racistes de voix et racistes de fait**

Un déluge de propos racistes a déferlé sur les réseaux sociaux après le naufrage d'un bateau de migrants à la Panne le 21 janvier. Sophie Wilmès et toute une clique de politiciens bien-pensants se sont empressés de condamner ce déferlement de haine.

Cependant, ce sont bien eux qui font emprisonner les migrants et qui les parquent dans des centres de détention comme si ceux qui fuyaient la misère et la guerre étaient des criminels. Ce sont eux qui les brutalisent et qui, par leur politique, focalise la haine de la population sur les plus faibles.

Ce sont bien eux les responsables à la tête de cette société barbare !

### **Madame Moins frappe encore**

Maggie de Block a encore trouvé une nouvelle manière de s'attaquer aux soins de santé : elle veut fermer 17 maternités – quasiment une sur cinq en Belgique – sous prétexte qu'elles sont trop petites et donc coûteraient trop cher pour chaque naissance. Cela va imposer aux femmes de couvrir plus de distance à chaque visite. Non, les accouchements, ça ne se fait pas sur rendez-vous, c'est pour cela qu'il faut pouvoir les faire près de chez soi !